Quelles garanties le CCSS peut-il exiger lors d'un report de paiement des cotisations sociales ?

Réponse courte

Le CCSS peut exiger deux types de garanties aux employeurs, sur décision de son **conseil d'administration** : un **cautionnement** (dépôt de consignation auprès de l'État, loi du 29 avril 1999) ou une **garantie bancaire à première demande** émise par une banque agréée au Grand-Duché. Le montant de la garantie est fixé à l'équivalent de **6 mensualités présumées de cotisations**, avec un minimum de **2.500 €**, et peut être adapté tous les 6 mois.

Ces garanties sont distinctes des **délais de paiement** que le Centre commun peut accorder sur des arriérés (art. 428, alinéa 5 CSS) : aucun texte ne fixe de seuil de mensualités impayées pour les demander, ni de condition d'octroi. La garantie, elle, est une mesure préventive exigible **au moment de l'engagement du personnel**, selon l'appréciation du conseil d'administration.

Le non-respect des délais accordés rouvre le recouvrement forcé : contrainte exécutoire du président du conseil d'administration, puis exécution par huissier. Les cotisations impayées génèrent des **intérêts moratoires de 0,6%** par mois dès le premier jour du mois suivant l'échéance.

Définition

Le Code de la sécurité sociale distingue deux dispositifs : la **garantie préventive** de l'article 431, alinéa 2 CSS — cautionnement ou garantie bancaire, décidée par le conseil d'administration au moment de l'engagement du personnel — et le **délai de paiement** de l'article 428, alinéa 5 CSS, accordé sur demande à un employeur déjà débiteur. Le premier prévient la dette, le second l'échelonne.

Questions fréquentes

Comment anticiper une demande de plan d'apurement ?

Anticiper les difficultés et contacter le CCSS avant d'atteindre 3 mensualités impayées. Une demande spontanée est mieux perçue et réduit le risque de contrainte. Le CCSS accorde plus facilement un délai à un employeur proactif avec un historique de paiement satisfaisant.

Comment libérer une garantie bancaire ou un cautionnement CCSS ?

Le cautionnement est libéré avec les intérêts sur décision du CA du CCSS. La garantie bancaire est libérée à la cessation des activités de l'employeur sur décision du CA du CCSS. La libération est conditionnée au respect des obligations sociales jusqu'à cette date.

Comment se déclenche la procédure de plan d'apurement ?

À 3 mensualités impayées, l'employeur est invité à proposer un plan ou régulariser. À 4 mensualités sans accord, une sommation recommandée donne 15 jours pour payer ou accepter un plan. Le non-respect entraîne contrainte CCSS via huissier, puis assignation en faillite.

© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

Quand est exigée la garantie préventive du CCSS ?

La garantie est exigée au moment de l'engagement du personnel, sur décision du conseil d'administration du CCSS, notamment pour les employeurs présentant un profil de risque. Le montant est adaptable tous les 6 mois selon l'évolution de la situation de l'entreprise.

Quelle différence entre garantie préventive et plan d'apurement ?

La garantie préventive (cautionnement ou garantie bancaire, art. 432 CSS) est décidée par le CA du CCSS au moment de l'engagement du personnel. Le plan d'apurement permet l'échelonnement des arriérés sur demande de l'employeur en difficulté de trésorerie.

Quelles garanties la CCSS peut-elle exiger pour un report de cotisations ?

Le CCSS peut exiger deux types de garanties : un cautionnement (dépôt de consignation auprès de l'État, loi du 29 avril 1999) ou une garantie bancaire à première demande émise par une banque agréée au Grand-Duché. Le montant équivaut à 6 mensualités présumées, minimum 2 500 €.

Quels intérêts moratoires en cas de cotisations impayées ?

Les intérêts moratoires courent au taux de 0,6 % par mois à compter du 1er jour du mois suivant l'échéance non respectée. Tout manquement sur un versement entraîne l'arrêt immédiat du plan d'apurement et le déclenchement du recouvrement forcé par contrainte.

Conditions d’exercice

Dispositif	Déclenchement	Décision	Montant / Conditions
Cautionnement ou garantie bancaire (art. 431, al. 2 CSS)	Au moment de l'engagement du personnel	Conseil d'administration du Centre commun	Six mensualités présumées, minimum 2 500 €, adaptable tous les six mois
Délai de paiement (art. 428, al. 5 CSS)	Sur demande de l'employeur, à tout moment	Centre commun, appréciation discrétionnaire	Aucune condition ni durée fixée par le texte ; cotisations courantes maintenues
Recouvrement forcé (contrainte, art. 429, al. 2 CSS)	Aucun seuil légal de mensualités impayées	Président du conseil d'administration ? huissier	Intégralité des montants + intérêts moratoires de 0,6 %/mois (art. 428, al. 4 CSS et RGD du 18 décembre 1998)

Le délai de paiement se demande à tout moment, sans attendre une mise en demeure. Aucun texte n'en fixe la durée ni les conditions : l'employeur continue simplement de payer les cotisations courantes en plus des acomptes sur arriérés.

Modalités pratiques

Types de garanties acceptées par le CCSS (art. 431, al. 2 CSS) :

© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

Type de garantie	Modalités pratiques
Cautionnement	Dépôt auprès de l'État selon loi du 29.04.1999 sur les consignations ; libéré avec les intérêts sur décision du CA du CCSS
Garantie bancaire à première demande	Émise par une banque agréée au Grand-Duché de Luxembourg ; libérée à la cessation des activités de l'employeur sur décision du CA du CCSS

Demande de délai de paiement :

Étape	Contenu	Base
Demande écrite	Cause du retard, situation de trésorerie, calendrier proposé	Art. 428, al. 5 CSS
Décision	Appréciation discrétionnaire du Centre commun, sans condition légale	Art. 428, al. 5 CSS
Effet sur les intérêts	Taux moratoire ramené à 0 % tant que les délais accordés sont respectés	RGD du 18 décembre 1998, art. 2
Échéance manquée	Reprise du recouvrement par contrainte exécutoire du président	Art. 429, al. 2 CSS

Les intérêts moratoires courent au taux de **0,6 % par mois** à compter du 1er jour du mois suivant l'échéance non respectée.

Pratiques et recommandations

Deux mécanismes distincts se confondent souvent. La garantie de l'article 431, alinéa 2 CSS est préventive : elle se constitue au moment de l'engagement de personnel, à hauteur de six mensualités présumées avec un minimum de 2 500 euros, et se révise tous les six mois. Le délai de paiement de l'article 428, alinéa 5 CSS est curatif : il porte sur des arriérés déjà nés.

La garantie prend la forme d'un cautionnement déposé à la Caisse de consignation ou d'une garantie bancaire à première demande émise par un établissement agréé au Luxembourg. Son montant se recalcule à mesure que la masse salariale évolue : un dépôt constitué à la création reste souvent insuffisant deux ans plus tard.

Un délai de paiement se demande avant l'accumulation, avec un calendrier chiffré et le maintien des cotisations courantes. Le bénéfice concret est le taux : l'intérêt moratoire de 0,6 % par mois est ramené à 0 % pour la durée du délai respecté.

Le non-respect du calendrier rouvre le recouvrement forcé : contrainte exécutoire du président du conseil d'administration, puis huissier (art. 429, al. 2 CSS).

© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. 431, al. 2 CSS	Cautionnement ou garantie bancaire exigible au moment d'engager du personnel : six mensualités présumées, minimum 2 500 €, adaptable tous les six mois
Art. 425-435 CSS	Affiliation, perception des cotisations et obligations des employeurs envers le CCSS
Loi du 29 avril 1999	Modalités de dépôt du cautionnement auprès de l'État luxembourgeois
Art. 428, al. 5 CSS	Faculté pour le Centre commun d'accorder des délais de paiement, et taux d'intérêt réduit si les délais sont respectés

Le Centre commun n'est jamais tenu d'accorder un délai de paiement : l'article 428, alinéa 5 CSS en fait une faculté, sans condition ni durée. Une demande insuffisamment documentée ou tardive peut conduire directement au recouvrement forcé. La garantie (cautionnement ou bancaire) est libérée uniquement sur décision coulée en force du conseil d'administration, à la cessation définitive des activités de l'employeur.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.